

**Communiqué de presse****Communications Nouveau-Brunswick**

Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick

**Rapport annuel 1999-2000 de la Commission des droits de la personne (01/03/29)**

NB 279

le 29 mars 2001

FREDERICTON (CNB) - Le ministre de la Formation et du Développement de l'emploi, Norman McFarlane, a rendu public aujourd'hui le rapport annuel de la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick pour l'année 1999-2000.

"La dernière année a été une période de transition et de renouvellement à la Commission", a déclaré le président de la Commission, Patrick Malcolmson. "L'année a également été marquée par des changements remarquables dans le domaine des droits de la personne. La mission de la Commission, qui est de promouvoir l'éducation sur les droits de la personne, demeure plus importante que jamais."

"La Commission continue de travailler aussi fort que possible pour régler les plaintes non officielles et pour servir de médiateur dans le cas des plaintes officielles afin de prévenir de longues batailles juridiques coûteuses, a continué M. Malcolmson. Il est important de faire comprendre au public que la majorité du travail de la Commission nécessite un effort concerté pour en arriver à un règlement satisfaisant des plaintes aussi rapidement que possible."

Dans le rapport annuel de la Commission, la directrice, Janet Cullinan, souligne que la Commission a traité en tout 383 plaintes officielles et non officielles en 1999-2000. La Commission enquête sur les plaintes officielles tandis que les plaintes non officielles se rapportent à des cas où les plaignants choisissent d'éviter l'étape de l'enquête pour passer directement à la conciliation.

D'après les statistiques du rapport, plus de trois quarts des plaintes officielles sont liées à l'emploi. Pour la première fois depuis la fin des années 80, les plaintes de discrimination fondée sur l'incapacité étaient les plus nombreuses. Elles ont dépassé le nombre de plaintes de discrimination fondée sur le sexe et sur le harcèlement sexuel.

La directrice associée, Karen Taylor, a fait un rapport au sujet des activités de la Direction de l'éducation et du développement. Les publications faisant partie du développement pour l'année 1999-2000 comprenaient une trousse éducative intitulée "Bâtir un milieu de travail et d'apprentissage respectueux", un atelier sur la haine, de même qu'un guide d'activités pour les enseignants des élèves de la quatrième année à la huitième année qui s'intitulait "Apprenons ensemble". Mme Taylor a indiqué que le site Web de la Commission recevait en moyenne 426 demandes de pages par jour.

Même si en 1999-2000, cinq commissions d'enquête ont été nommées afin de tenir des audiences publiques relativement à des plaintes, aucune de ces commissions d'enquête n'a rendu de décision au

cours de cette période, principalement parce que les cas ont éventuellement été réglés. De plus, quatre plaintes qui avaient été soumises à une commission d'enquête l'année précédente ont été réglées en 1999-2000.

L'un des plus importants changements juridiques dans le domaine des droits de la personne au Canada en 1999 a été entraîné par les affaires "Meiorin" et "Grismer" au cours desquelles la Cour suprême du Canada a redéfini et a normalisé les critères que les exigences et les politiques discriminatoires doivent posséder pour être justifiées selon les lois sur les droits de la personne. En conséquence, les employeurs, les fournisseurs de services et les propriétaires doivent dans tous les cas prendre les mesures d'adaptation raisonnables sans subir des contraintes excessives.

La Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick est chargée d'administrer la loi sur les droits de la personne de la province, laquelle interdit la discrimination ou le harcèlement fondé sur la religion, l'âge, l'état matrimonial, le sexe, l'orientation sexuelle, une incapacité mentale ou physique, la race, la couleur, l'origine nationale, le lieu d'origine et l'ascendance. La Loi vise tous les employeurs ainsi que les fournisseurs de logement et de services publics, sauf ceux qui relèvent du gouvernement fédéral.

01/03/29

AUX CHEFS DES NOUVELLES - Vous pouvez demander un exemplaire du rapport annuel de 1999-2000 de la Commission des droits de la personne en communiquant avec Aline Barnett au (506) 453-2308. Pour obtenir plus de renseignements sur la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick et la Loi sur les droits de la personne, allez à l'adresse suivante : <http://www.gnb.ca/hrc-cdp/f/index.htm>.

01/0/29

PERSONNE-RESSOURCE : Charles Ferris, conseiller juridique, Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, (506) 453-2301.

01/03/29

---

Communications Nouveau-Brunswick  
Courrier électronique | Coordonnées | Décharge | Déclaration de confidentialité